

## MONDIALISATION, CULTURE, ENSEIGNEMENT

Il est quelquefois intéressant de se poser les problèmes du quotidien en termes d'échelle. D'échelle géographique s'entend, mais pas seulement. La naissance du capitalisme au XVIIIème siècle, son essor au XIXème et son développement, sa maturation, au XXème siècle, sont les étapes principales d'une saga qui prend fin piteusement à l'aube du XXIème siècle. Les Etats-nations sont le fruit à la fois blet et amer des préoccupations protectionnistes liées au développement de marchés fermés, protégés, depuis les Cités-Etats jusqu'aux Etats-nations. Ces marchés ont eu leur temps, celui de l'intolérance totalitaire, et ont aujourd'hui éclaté sous la pression d'un « libéralisme économique » sans contrôle citoyen, parce que n'obéissant qu'aux impératifs boursiers, totalement déconnectés de toute préoccupation humaine. Le libéralisme sans contrôle s'est trouvé un autre terrain d'action : le village planétaire. Les Etats en sont réduits à un rôle de commissariats de police de quartiers, peu glorieux à vrai dire, mais scrupuleusement assumé par des « pouvoirs locaux » qui trouvent dans leurs « affaires » matière à satisfaire des intérêts personnels sans mesure justifiable.

Le problème de l'intervention citoyenne a ainsi totalement changé d'échelle et, quels que soient les regrets et les insatisfactions, d'une manière irréversible. Parce que les Etats ont perdu leur libre arbitre essentiel : le contrôle monétaire. Surtout bien sûr parce que les mentalités ont changé aussi avec les termes de l'exploitation. La France est, parmi les Etats dits développés, probablement le plus arriéré. Cela s'explique aisément par son « avance » passée, en matière de centralisation, de contrôle autoritaire, d'uniformisation, toutes tares qu'on a longtemps magnifiées sous le prétexte de l'« unité nationale ». Cela à un point tel que l'évolution des mentalités a été gravement freinée par une sorte de sentiment de supériorité, d'universalisme mal compris, selon lequel nous ne serions pas les égaux des autres puisque nous en serions le modèle. On en arrive ainsi par déficit d'analyse à cette incongruité que ce sont maintenant les « républicains » qui défendent les concepts les plus critiquables. Par exemple, le handicap linguistique que représente le monolinguisme, imposé par le décret de Villers-Cotterêts (1539) édicté par un François 1<sup>er</sup> soucieux essentiellement d'assurer son pouvoir sur un territoire à son époque tout sauf uniforme. A ce propos, il est frappant de constater la constance dans la forfaiture : François 1<sup>er</sup> prétendait lutter contre l'hégémonie du latin et a ainsi condamné les langues minorisées, de la même façon que les pouvoirs actuels essaient en vain de les étouffer à coups d'article 2, sous le prétexte de lutter contre la domination de l'anglais. « *Une langue est un dialecte qui a une armée et une police* » a écrit Ferdinand de Saussure. C'est à dire un pouvoir de rétorsion et de domination économique. Et rien d'autre. Est-ce une raison pour qualifier de « patois » les langues ainsi maltraitées ? Oui, pour des raisons évidentes de contrôle, de domination et d'uniformisation.

La mondialisation, c'est le profit comme idole, c'est l'uniformité planétaire, la standardisation marchande, y compris de ce que l'institution ose appeler « culture », c'est à dire les « trouvailles » débiles dont le seul mérite est de permettre la production d'une marchandise achetable par tous, puisque, à part l'intoxication mentale qui en fait une mode, le fond de l'affaire (si l'on peut oser cette image...) évoque surtout le néant du fascisme. Pour en rester à un niveau élémentaire du quotidien : physique dégradé, mode des tenues de croque-mort, idées raccourcies aux cinq minutes d'éternité qui suivent, en bref, tout ce qui avilit l'être humain dans sa représentation sociale.

Quand on s'intéresse à la culture, cette situation est un sujet de préoccupation majeur. Car on sait très bien que la culture, ce n'est pas ce marché ni cet idéal de citation dans le livre Guinness de la vanité, c'est au contraire un code de vie au quotidien qui se situe au plus près de choses les plus terre à terre que l'on essaie d'intégrer dans un fonctionnement social et environnemental harmonieux. A ne pas confondre avec la création, qui ne peut exister sans culture (donc non plus sans apprentissage !), on en a actuellement la preuve par l'absurde. La création se fonde sur un dépassement de la culture en ce qu'elle a de normatif. La création est une sorte d'expression de l'essentielle opposition entre la norme sociale et la liberté individuelle. L'être humain ne peut pas vivre sans culture, car il serait alors coupé de ses semblables qui si souvent lui posent problème alors qu'ils sont strictement indispensables à sa survie. Surtout en ces temps de « spécialisation » où plus personne n'est en mesure de prétendre essayer de subsister de façon un tant soit peu autonome. En ce sens, la culture est première puisque c'est le substrat qui permet à l'individu de communiquer, d'organiser sa vie sociale, de prendre ses responsabilités, de devenir citoyen à part entière. C'est le contraire de la « délégation de pouvoir » qui permet si bien à la classe politique de faire des affaires et fomenter ses scandales sans que personne n'ait la moindre possibilité d'intervenir. Même pas, surtout pas, lors de ces grandes messes de la démocratie que sont les élections sans le moindre choix réel. La motivation des plus grands gendarmes du monde, qui prétendent imposer partout cette « démocratie », est très claire. Surtout si l'on veut bien considérer la subséquente nullité absolue de toute opinion qui n'entre pas dans le cadre « de droit » du système électoral. Le couronnement de l'ensemble est en effet l'« Etat de droit » qui prétend pallier la perte de cohésion sociale par la procédure judiciaire. Ainsi, le pouvoir, l'idéologie qui se fonde sur l'intolérance, l'uniformisation, sont les plus sûrs auxiliaires de la Bourse dans la destruction de l'humanité. D'autant plus aisément que cette sorte de « pensée unique », de prêt à porter intellectuel, occulte la nécessaire analyse. Ainsi, un certain nombre de militants sincèrement anticapitalistes sont incapables de comprendre que l'époque des « grandes messes », des manifestations, est révolue au stade local et même Etat-national. Certes, dans un contexte où le consensus social a de l'importance, il peut être significatif de montrer qu'en réalité tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes. Pourtant, dans la situation actuelle de perte des valeurs éthiques, une manifestation n'est plus qu'une activité folklorique, une sorte d'entrave à une vie sociale déjà si difficile... Les « autres » attendent, résignés, que ça se passe, personne ne se trouvant des raisons d'espérer quoi que ce soit de ce genre d'interventions. Il ne s'agit pas ici de condamnation de la lutte contre l'oppression sociale, mais de critique du manque de discernement qui interdit de trouver, ensemble, les voies adaptées à la situation réelle.

La seule parade un tant soit peu réaliste – bien que taxée de pure utopie – c'est le retour à la culture comme facteur d'harmonisation sociale. Ce concept va évidemment à l'encontre de toute notion de fatalité du pouvoir, d'idéologie, système fermé, intangible, générateur d'intolérance. Au contraire, il s'agit de valoriser la citoyenneté de proximité, donc les structures locales et régionales en les laissant assumer leurs responsabilités. A cela, certains rétorqueront que c'est dangereux car l'on sait bien que lorsqu'on laisse les choses se décider au niveau local, tout se passe si mal que l'intervention du pouvoir s'avère finalement la seule solution. On dit entre autres que l'existence des régions est un défi au bon fonctionnement national. Voire... et si c'était la preuve de l'efficacité de la région face à l'arbitraire centraliste ? C'est en tout cas confondre la cause et les effets. Les dysfonctionnements régionaux ne sont que la conséquence de la centralisation qui ôte aux « élus locaux » tout sens de leur responsabilité régionale, tournés qu'ils sont – et surtout ceux qui ont des aspirations politiciennes – vers le centre où tout se passe, où tout se décide. Pour le politicien d'une grande ville « de province », le jeu électoral d'accession aux postes de maire, puis de député, ou de conseiller général, puis de sénateur, relève plus du jeu de l'oie que de la prise de conscience d'une responsabilité sociale.

Œuvrer à ce que l'administration européenne appelle le principe de

subsidiarité, c'est le contraire de l'enfermement uniformisateur du centralisme. C'est travailler à fédérer des initiatives et non pas des pouvoirs. C'est militer pour une Europe des régions et non pas pour une « association » ou une fédération d'Etats, donc de pouvoirs. Il est évident - sauf pour ceux qui refusent la réalité, mais c'est difficile à Marseille - que la culture dite locale, si décriée soit-elle, perdure de façon étonnante et demeure un facteur d'intégration auquel l'assimilatrice République « une et indivisible » ne peut se mesurer. L'Internationale comporte un couplet faux et assassin, que l'histoire contredit, celui qui affirme : « du passé faisons table rase ». C'est de cela entre autres que le socialisme est mort. Et il ne s'agit pas ici de prôner un retour réducteur au passé. Il ne s'agit pas non plus d'une quelconque réactionnaire nostalgie d'un passé révolu. Beaucoup plus simplement, il s'agit ici de tenir compte des facteurs d'harmonisation sociale qui se fondent sur la connaissance réelle du contexte social, ce que certains désignent lapidairement par ce terme qui en fait fuir d'autres : les racines. L'enjeu est d'importance et, comme toujours en pareil cas, le terme est valorisé par les uns, avides de « démocratie », stigmatisé par les autres, tenants du pouvoir. Il ne vaut pas autant d'honneurs. Simplement, dans ce monde sans âme qu'on veut nous faire acheter, l'individu ne se retrouve pas et par conséquent a besoin de savoir quoi et qui il est. Certes, des malades du fascisme qui essaient d'isoler, d'enfermer les gens pour mieux les dominer, grattent de manière électorale cette corde sensible. Il n'en reste pas moins vrai que nous vivons de façon de plus en plus évidente dans un monde décloisonné où l'individu est chaque jour confronté à la différence. C'est dans ce constat que se fonde un raisonnement précisément antifasciste : pour intégrer la différence au lieu de la rejeter, j'ai besoin de savoir qui je suis, ne serait-ce que pour être en mesure d'évaluer les termes de l'inconnu. Certes, ma culture doit tenir compte de ces facteurs d'évolution, évoluer elle-même, mais c'est précisément cela qui la maintient vivante. Admettre cela, loin d'être un repli passéiste, est une ouverture sur le vent du large, sur la pluri-culturalité. Nous atteignons ici au contraire exact de l'uniformisation marchande de la mondialisation des capitaux, de la « démocratie » faisandée qui œuvre à la préserver.

Travailler au développement culturel, affirmer qu'il n'y a pas de sous-culture, à moins de la mesurer à l'aune du colonialisme, mettre les cultures « minorisées » en situation de dignité, c'est à dire les dégager d'un intolérable autant qu'injustifié sentiment d'infériorité, de honte, c'est le point de départ obligé de l'humanisation de l'humanité. C'est dans l'immédiat lutter contre tous ceux qui déclarent que le monde est bien comme il est, qu'il ne faut pas y toucher, ne pas remettre en cause les principes sacrés du pouvoir, ce qui signifie tout simplement vouloir préserver l'actuel système de domination économique et culturelle, choses somme toute indissociables.

Si la culture est à la base une connaissance « intime » de l'environnement et du milieu social, c'est aussi, par extension, la connaissance de ce qui est indispensable à l'appréhension du monde dans sa complexité. C'est donc aussi le résultat d'un enseignement.

L'obsolescence des structures sociales de pouvoir est particulièrement manifeste dans le domaine de l'éducation. La survie de l'Etat-nation, l'impossible exercice d'une quelconque responsabilité citoyenne, sont entre autres liés à l'existence d'un système éducatif de plus en plus administratif, inadapté. Ce système, dans le contenu d'enseignement qu'il prétend dispenser, est de plus en plus éloigné des réalités, de plus en plus uniformisateur, destructeur des cultures, y compris la dominante.

La question de l'éducation est pourtant centrale dans un monde complexe qui interdit de prétendre « tout savoir », dans lequel le partage et la complémentarité des compétences sont indispensables. Le « savant » des sociétés préindustrielles est devenu inimaginable autant que le système des « clercs » est opposé à l'égalité citoyenne. En même temps, apprendre à apprendre n'a jamais été aussi important, car il n'est pas question de distiller des tranches de savoir, l'avancée des connaissances ne

pouvant se réaliser que dans l'interdisciplinarité. A problème global, solution globale diront un peu vite certains, car c'est justement là, dans la globalité de l'approche, que triomphe l'administration et que tout vire au cauchemar.

Le pouvoir prend en charge l'éducation. Ce serait faire preuve d'un angélisme coupable que de penser qu'il pourrait n'en point profiter pour imposer une idéologie qui lui est favorable, pour modeler les esprits dans le sens du conservatisme. L'expérience montre le danger extrême que cette situation fait courir à la société. Dans un monde où les inégalités se creusent, où la grande pauvreté –matérielle, éducative, culturelle – s'étend, le système éducatif donne des signes clairs d'« implosion ». On entend ici et là affirmer que « le niveau monte », probablement parce que le nombre des diplômés est en forte croissance. Cela ne peut cependant pas cacher la dure réalité : l'école est de plus en plus une immense garderie, un moyen commode de différer la question de l'avenir professionnel, de l'insertion citoyenne. Le nombre de jeunes qui deviennent bacheliers s'accroît, ce qui fait un peu vite oublier que le pire cancre d'il y a trente ans aurait aujourd'hui son bac avec mention. En pratique, une minorité sort du système scolaire relativement cultivée, car ayant été bien dressée à cela dans un milieu extrascolaire particulièrement favorable. Une autre minorité subit l'école comme une sorte d'incarcération, un déni social auquel elle répond par une violence qui fait tache d'huile. Entre les deux on a pris l'habitude de se « spécialiser », attitude prétendument réaliste dans la course à l'utile. Cela ne présage aucune faculté d'adaptation et fait plutôt penser à cette boutade qui veut que « le spécialiste soit celui qui sait tout... sur rien ».

Ces constatations sont souvent difficiles à admettre, car elles portent une lourde part de morale déstabilisatrice. Pourtant, même les enseignants profondément attachés à l'idéologie républicaine et son égalité, sont amenés à parler sans rire de « discrimination positive » lorsqu'ils tentent de gérer des situations scolaires intenable. L'écho de cette dégradation se retrouve dans l'enseignement supérieur, pourtant élitiste, où l'on voit de plus en plus souvent des premiers cycles de facultés contraints de faire du « rattrapage » de formation. On sait aujourd'hui très bien que l'acquisition des connaissances est un processus individuel dont la complexité devrait interdire l'uniformité de l'enseignement. Chacun assimile à son rythme et selon des schémas associatifs qui lui sont propres, liés à l'intérêt que l'on a su éveiller en lui. L'égalité bien comprise, celle des chances de réussir, réside donc plutôt dans la différenciation de l'enseignement, mais cela demande des moyens...

Par ailleurs, le contenu de l'enseignement ne devrait pas être autoritairement fixé et, d'une certaine manière, intangible. Il devrait faire l'objet de révisions beaucoup plus liées à l'évolution des sciences, des techniques, ainsi que de la culture, des mentalités. L'idéal devrait être une tête bien faite, privilégiant l'analyse et les processus d'apprentissage, plutôt que la tête bien pleine de notions dépassées sitôt qu'appriées qui semble prévaloir dans un but utilitariste. Mieux vaut recevoir une formation qui développe la capacité d'évolution plutôt que devenir spécialiste du vent, et cela d'autant plus que les sociétés sont le siège de mutations rapides et condamnent sans appel l'incapacité à suivre leur évolution. De toute façon, une adéquation plus nette des programmes scolaires permettrait un intérêt plus grand de la part des élèves.

Mais en réalité, la pauvreté s'étendant, le nombre des élèves en situation de rupture ne peut qu'augmenter. Un jeune, aussi jeune soit-il, dont l'entourage familial ne peut lui laisser rien espérer pour son avenir, n'a d'ambition que de survivre au jour le jour. N'ayant rien à gagner, il n'a non plus rien à perdre. Pour lui, l'école obligatoire est comme la caserne pour l'antimilitariste, un sujet de révolte. Lorsqu'il se trouve confronté à ces petits bourgeois d'enseignants, tous les désespoirs lui sont permis et la violence morale et physique prend naissance au sein même de l'école dont de bonnes âmes voudraient faire une parenthèse hors de toute réalité sociale. C'est en ce sens que l'on peut dire que le système éducatif est en train d'imploser. En l'absence de solution globale, on a tendance à penser qu'il n'y a pas de solution alors que cette solution ne peut pas être globale. Certes, ce n'est pas parce qu'on a qualifié de « petits bourgeois »

les enseignants, tout est relatif, qu'on va prétendre qu'ils n'ont pas conscience du désastre. Mais ils sont individuellement démunis. Dans certains établissements scolaires particulièrement exposés, des actions sont tentées – classement en zone d'éducation prioritaire, etc... - qui, valant ce qu'elles valent, sont cependant très souvent étouffées par l'administration qui répond en terme d'« audit », de « réorganisation de la vie scolaire et des structures pédagogiques », de « mission d'inspection », voire de « révision du règlement intérieur ». Les grèves d'enseignants sont très peu efficaces, la masse administrative absorbant très bien les chocs.

Si le système de pouvoir hérité du XIXème siècle devait périr de la crise de l'éducation, ce serait tant mieux. Mais pour l'instant, c'est la culture qu'on assassine, c'est à dire la capacité des individus à élaborer par eux-mêmes une société harmonieuse. Une seule profession est actuellement en pleine expansion, c'est celle de la police, « de proximité » ou pas. Ce phénomène est connu depuis longtemps et certains seraient bien inspirés de se souvenir qu'il se nomme fascisme et que, dans cette optique, il n'y aura jamais assez de « flics », il n'y aura jamais aucune solution, c'est un peu comme le tonneau des Danaïdes.

L'enseignement ne devrait pas être le monopole du pouvoir. Ceux qui risquent d'être le plus scandalisés par cette affirmation sont aussi ceux qui ont lutté, luttent le plus assidûment contre le monopole de l'Eglise. Refusent-ils de reconnaître qu'ils défendent un autre monopole, ou bien partent-ils du principe qu'il y a des bons et des mauvais monopoles ? Débat biaisé par l'intolérance. Certains rétorqueront que la remise en cause de la « garantie » de l'Etat n'est rien d'autre que la porte ouverte aux sectes, confessionnelles ou pas. C'est un danger parmi tant d'autres qui ne peut se mesurer qu'à l'aune de la société. Il faut bien dire qu'il s'estompe sérieusement dans une société plus solidaire, plus harmonieuse, alors qu'il est de toute façon en train de grandir dans le contexte actuel d'arbitraire, d'« Etat de droit ».

On mesure là l'importance que pourrait prendre une structuration en régions autonomes. L'homogénéité culturelle, donc la dynamique sociale y suffirait à changer radicalement les données du problème. Evoquer l'homogénéité n'est en rien parler d'enfermement identitaire. Ce dernier n'est que la conséquence fâcheuse de l'abus de pouvoir et de l'impuissance politique. Pour exprimer concrètement cela, un exemple : Marseille, probablement la grande ville la plus multiculturelle de France, est l'une des moins inhomogènes, dans la mesure où la différence culturelle évidente est acceptée, ce qui enrichit le substrat culturel provençal lui-même et lui permet d'évoluer, de ne point tomber dans le piège d'une fixation sur le passé. L'opposition traditionnelle entre Marseille et la Provence intérieure, si elle est loin de se réduire à cela, est aussi cela. Le problème n'est pas celui d'une uniformisation idéologique confortant un pouvoir, mais celui d'une diversité librement consentie dans une société plurielle où le pouvoir ne serait plus à prendre.

Pour l'heure, c'est bien le pouvoir tel qu'il est qui impose des exigences dictatoriales. Par exemple, en France, le monolinguisme comme axiome de base. Il suffit de constater les difficultés qu'éprouvent les commentateurs officiels confrontés à des noms aussi occitans que célèbres aujourd'hui : Virenque, Sirven... Cette stupide voyelle « e » qui se prononce « é » en occitan, prononciation qui perdure dans le français régional contemporain. On est en présence d'un handicap, d'une infirmité physique « interne ». Il n'est pas question de supplanter le français, mais pourquoi s'acharner à faire disparaître des langues qui se refusent à mourir parce qu'elles sont le reflet d'une différenciation culturelle ? C'est l'une des plus tristes forfaitures commises au nom de l'uniformité nationale. L'Espagne n'a pas disparu depuis qu'elle a enfin reconnu ses minorités linguistiques, que l'occitan est ainsi langue officielle de l'Europe, mais la France continue à affaiblir la langue dont elle est si fière et ainsi favoriser, bien des fois avec fierté (soyons modernes, que diable !), la domination de l'anglais.

Pourquoi au fait insister ainsi sur cette aveugle répression linguistique ?

Tout simplement parce que c'est l'une des pires atteintes que l'on puisse faire à l'intelligence humaine et que c'est précisément l'« universalisme révolutionnaire » français qui en est le champion européen. On sait maintenant par expérience, mais aussi par des études scientifiques fort sérieuses, que le multilinguisme est source de développement intellectuel. La première liaison forte du nouveau-né avec l'environnement qu'il doit découvrir, c'est précisément la parole. Jusqu'à sept mois le bébé exerce ses facultés d'analyse essentiellement sur la parole qui établit le lien externe auquel il se rattache. Si, pendant cette période il entend plus d'une langue, il saura les distinguer, les comparer et se retrouvera « naturellement » multilingue. Une très grande facilité d'assimilation perdure jusque vers cinq ans. Ensuite, les choses se compliquent, il faut apprendre consciemment, avoir recours à des méthodes pédagogiques. Il n'en reste pas moins que celui qui a assimilé au moins deux langues dans sa petite enfance conserve un évident avantage pour en acquérir d'autres. On peut dire en somme que l'apprentissage des langues lui est devenu familier.

Annoncer un anglais basique n'est une situation d'avenir que pour les handicapés de la langue. L'avenir, dans un monde qui est en train de passer des territoires fermés (Etats-nations) aux espaces culturels de communication, appartient de toute évidence aux plurilingues. Contrairement à l'image si répandue en France, l'intelligence, la mémoire, n'ont aucun point commun avec quelque placard que ce soit. « Remplir des cases » avec une langue, ce n'est pas se condamner à supprimer de la place pour autre chose. La situation de trilinguisme est répandue en Europe et les efforts, y compris financiers, que la Commission européenne dépense pour l'enseignement des langues et la défense de celles d'entre elles qui sont « moins répandues » ne sont pas des vues de l'esprit. D'autant que l'on constate que l'acquisition de deux ou plusieurs langues développe les facultés d'analyse, donc l'intelligence. On sait maintenant de façon précise que les enfants multilingues sont en moyenne des élèves plus brillants que les autres. Ce sont toutes ces potentialités que la politique rétrograde de la République condamne à la stérilité.

Que faire donc ? Prendre les armes pour aider un pouvoir (une démagogie) à en remplacer un autre ? L'histoire nous renseigne fort bien à ce sujet : un pouvoir reste un pouvoir... Là encore, ce qui importe, c'est l'évolution des mentalités, c'est à dire la claire conscience des enjeux. Tout n'étant jamais entièrement blanc ni entièrement noir, il y a cependant en France une structure particulièrement intéressante : l'association régie par la loi de 1901. C'est un cadre qui permet de s'organiser bénévolement ou tout au moins sans but lucratif, pour mener à bien les entreprises les plus diverses. Cette définition convient fort bien au militantisme social, celui qui est le plus à même de faire évoluer les mentalités hors des pesanteurs administratives. Dans le domaine de la sauvegarde des cultures et des langues il existe maintenant depuis au moins vingt ans un certain nombre d'associations dont le but est l'enseignement, selon les programmes officiels, mais dans un cadre bilingue avec une organisation participative. Ce sont les « calandretas » en domaine occitan, dont la première fonctionne à Pau depuis 1979, et leurs homologues en Bretagne, au Pays Basque, en Catalogne, en Alsace, etc... Ces écoles fonctionnent grâce à des subventions accordées au cas par cas par les instances départementales et régionales et, dans la mesure du possible, en obtenant de l'Etat la prise en charge des salaires des enseignants qui reçoivent par ailleurs une formation spécifique. En dehors du cadre associatif, il existe aussi quelques classes bilingues dans les écoles publiques, là où un militantisme têtue a trouvé un écho au niveau rectoral.

Quoi qu'il en soit, l'existence et le bon fonctionnement de cet enseignement sont suspendus au bon vouloir de ceux qui sont susceptibles d'attribuer de l'argent, aux aléas politiques et en particulier à la mauvaise volonté des défenseurs aveugles de l'« égalité » républicaine. Actuellement, d'une façon générale, parmi les non-adversaires des langues régionales, ce sont les politiciens qui se disent « de gauche » qui prononcent les plus belles paroles pour la défense de ce genre d'initiatives. En oubliant de passer à la pratique ils n'apportent jamais plus d'engagements positifs que leurs collègues qui se disent « de droite » et se limitent à énoncer quelques beaux principes, quand ils ne sont

pas au pouvoir. De toute façon, le Conseil constitutionnel veille à l'immobilisme. La loi Deixonne qui reconnaissait la légitimité de l'enseignement des « langues régionales » date de 1951...

Tout le problème est là et il passe évidemment par la reconquête de la dignité des cultures minoritaires, ce qui ne va pas de soi dans un contexte de « démocratie » où ce sont le décompte des voix et le poids économique qui l'emportent. Mais il faut bien être conscient de ce que, à ce petit jeu, c'est Big Brother qui l'emporte, jusqu'à la destruction de l'humanité... Ce dont il faut prendre conscience aussi pour prendre parti avec détermination, c'est que les questions soulevées ici, si elles sont trop souvent rejetées dans l'enfer de l'enfermement identitaire, sont en réalité à la base de toute évolution sociale positive. Et cette évolution, si l'on ne veut pas désespérer du genre humain, est une nécessité dans la lutte contre le libéralisme marchand qui est en passe de détruire la planète et ses occupants avec elle.

La différenciation culturelle, dans le sens où elle reconnaît la dignité de toutes les cultures, représente une avancée décisive vers la responsabilité individuelle, donc vers le fonctionnement de régions autonomes fédérées, seule réponse cohérente à l'institution maffieuse du pouvoir. C'est en même temps la possible voie vers la création d'instances associatives, du type Organisations Non Gouvernementales, qui coordonneraient la réponse concertée des sociétés face à l'agression « mondialiste » des représentants du libéralisme féroce des « pays riches ».

« *Alors, fada, la solution, tu me la files ou pas ?* » Non, ce n'est surtout pas aussi simple et il faudrait briguer le pouvoir, admirer Napoléon, Hitler, Staline ou le Président des Etats-Unis pour prétendre définir cette solution, « clefs en main ». Si la France est particulièrement en retard dans le réel domaine des droits de l'Homme, elle n'est pas la seule et, à ce problème planétaire, on ne peut élaborer qu'une solution collective. C'est à ceux qui en sont conscients que revient la lourde tâche de faire évoluer les mentalités dans le bon sens, celui de la responsabilité individuelle dans une société *vivable*.

Jean-Claude Latil, février 2001